



RESEARCH
PROGRAM ON
Livestock

More meat, milk and eggs by and for the poor

Evaluation des plateformes d'innovation dans le cadre de la diffusion des technologies de l'élevage au Mali

Sadio Ba Gning¹, Michel Dione², Ibrahima Traore³, Ahmadou Sow³ and Abdou Fall²

1. Département de Sociologie, Université Gaston Berger, Saint Louis, Sénégal
2. International Livestock Research Institute, Dakar, Senegal
3. International Livestock Research Institute, Bamako, Mali



Décembre 2021



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ILRI
INTERNATIONAL
LIVESTOCK RESEARCH
INSTITUTE

 **ICARDA**
Science for resilient livelihoods in dry areas

 **CIAT**
International Center for Tropical Agriculture
Since 1967 / Science to cultivate change

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



CGIAR is a global partnership that unites organizations engaged in research for a food-secure future. The CGIAR Research Program on Livestock provides research-based solutions to help smallholder farmers, pastoralists and agro-pastoralists transition to sustainable, resilient livelihoods and to productive enterprises that will help feed future generations. It aims to increase the productivity and profitability of livestock agri-food systems in sustainable ways, making meat, milk and eggs more available and affordable across the developing world. The Program brings together five core partners: the International Livestock Research Institute (ILRI) with a mandate on livestock; the International Center for Tropical Agriculture (CIAT), which works on forages; the International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA), which works on small ruminants and dryland systems; the Swedish University of Agricultural Sciences (SLU) with expertise particularly in animal health and genetics and the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) which connects research into development and innovation and scaling processes.


The Program thanks all donors and organizations which globally support its work through their contributions to the [CGIAR Trust Fund](#)

©2021



This publication is copyrighted by the International Livestock Research Institute (ILRI). It is licensed for use under the Creative Commons Attribution 4.0 International Licence. To view this licence, visit <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>.

Unless otherwise noted, you are free to share (copy and redistribute the material in any medium or format), adapt (remix, transform, and build upon the material) for any purpose, even commercially, under the following conditions:

 **ATTRIBUTION.** The work must be attributed, but not in any way that suggests endorsement by ILRI or the author(s).

NOTICE:

For any reuse or distribution, the licence terms of this work must be made clear to others.
Any of the above conditions can be waived if permission is obtained from the copyright holder.
Nothing in this licence impairs or restricts the author's moral rights.
Fair dealing and other rights are in no way affected by the above.
The parts used must not misrepresent the meaning of the publication.
ILRI would appreciate being sent a copy of any materials in which text, photos etc. have been used.

Editing, design and layout—ILRI Editorial and Publishing Services, Addis Ababa, Ethiopia.

Photo credit: ILRI/Karen Marshall.

Citation: Gning, S.B., Dione, M., Traore, I., Sow, A. and Fall, A. 2021. *Evaluation des plateformes d'innovation dans le cadre de la diffusion des technologies de l'élevage au Mali*. Nairobi, Kenya. ILRI.

Patron: Professor Peter C. Doherty AC, FAA, FRS

Animal scientist, Nobel Prize Laureate for Physiology or Medicine—1996

Box 30709, Nairobi 00100 Kenya
Phone +254 20 422 3000
Fax +254 20 422 3001
Email ilri-kenya@cgiar.org

ilri.org
better lives through livestock
ILRI is a CGIAR research centre

Box 5689, Addis Ababa, Ethiopia
Phone +251 11 617 2000
Fax +251 11 667 6923
Email ilri-ethiopia@cgiar.org

ILRI has offices in East Africa • South Asia • Southeast and East Asia • Southern Africa • West Africa

Table des matières

Résumé	v
Introduction	1
1 Les Plateformes d'innovation pour répondre aux besoins des agro-éleveurs	2
2 Cadre méthodologique : outils de collecte et terrains d'étude	4
3 Présentation des résultats	5
3.1 Les plateformes d'innovation : Etat des lieux	5
3.2 Fonctionnalité des Plateformes d'innovation	5
3.3 Les facteurs de réussite des PI	6
3.4 Les facteurs d'échecs des PI	6
3.5 Impacts des PIs sur les rapports de genre	7
3.6 Les défis des PI : apport des ateliers participatifs	7
3.6.1 La vaccination	7
3.6.2 Le financement	8
3.6.3 Fonctionnement/gouvernance	8
Conclusion	9
4 Recommandations sur des options de durabilité	10
Références bibliographiques	12

Résumé

Au Mali, le secteur de l'élevage constitue une opportunité pour garantir les moyens de subsistance et augmenter les revenus des populations si les potentiels dont recouvrent les ressources animales sont bien exploités. La majeure partie des ménages ruraux possèdent du bétail ruminant mais leur productivité est entravée par des difficultés diverses. Malgré les efforts consentis le cheptel souffre particulièrement d'une faible participation des éleveurs dans les campagnes de vaccination, et en particulier des femmes dont leur part dans l'élevage des petits ruminants reste élevée. Cette situation exacerbe la faible couverture vaccinale du cheptel. La persistance de cette réalité soulève la nécessité de mettre en place des approches participatives permettant de renforcer la communication et l'interaction entre diverses parties prenantes de la chaîne de valeur afin de lever les contraintes. C'est dans ce sens qu'interviennent les plateformes d'innovation initiées par le programme Mali Livestock Technology Scaling Program (MLSTP) qui cherche à accroître la productivité du bétail et à augmenter leur valeur marchande afin d'offrir aux agro-éleveurs des activités beaucoup plus rentables. Dans ce rapport, les conditions de réussite et d'échecs ainsi que les facteurs de durabilité des plateformes d'innovation mises en place dans les régions de Mopti, Sikasso et Koutiala seront étudiées. Les résultats obtenus à travers une enquête qualitative qui a porté sur 41 entretiens révèlent une appropriation des innovations, rendue possible par la cohésion des membres de 82 entretiens (individuels et de groupes) sur une population 100 individus communs en vue de garantir la réussite des plateformes d'innovation. Par contre, les conflits d'intérêts et les inégalités de genre exacerbés dans des contextes d'insécurité confrontent les plateformes d'innovation à des défis majeurs, à même de remettre en cause leur fonctionnement. Ainsi les recommandations formulées pour assurer leur pérennité s'articulent autour de la santé animale comme porte d'entrée, des mécanismes d'(auto)financement, de la gouvernance des plateformes d'innovation et d'une meilleure appréhension des rapports de genre.

Introduction

Dans les dix-sept objectifs de développement durable, la réduction de la pauvreté et la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition restent parmi les défis prioritaires fixés par les états membres des Nations Unies. A l'évidence, ces derniers peuvent bien atteindre ces objectifs s'ils considèrent mieux les opportunités que renferment l'agriculture et l'élevage. Au Mali (deuxième plus grand pays d'élevage de la CEDEAO après le Nigéria et premier pays exportateur de bétail de la sous-région), le secteur de l'élevage peut jouer un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et dans la croissance économique (APESS, 2014). En effet, 85% des ménages ruraux pratiquent l'élevage du bétail ruminant qui procure 80% de revenu aux populations vivant dans les systèmes pastoraux et 18% à celles évoluant dans les systèmes agropastoraux (Kassambara et al., 2021). La part des femmes dans l'élevage des petits ruminants demeure importante : au moins 80% des femmes possèdent des moutons et/ou des chèvres dans les régions de Mopti et de Sikasso (Dione et al, 2017). Malgré ces nombreux atouts, les éleveurs maliens sont confrontés à des obstacles divers parmi lesquels figurent les maladies endémiques comme la peste des petits ruminants (PPR) et la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB), la dermatose nodulaire contagieuse, la fièvre charbonneuse, les pasteurelloses etc. Ces défis de santé animale ont des conséquences directes sur la rentabilité des productions (Sadio, 2018). Selon le rapport de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN Mali, 2016), la forte mortalité des animaux est surtout liée aux épizooties dans 43.5%, à l'absence de pâturage pour 25.3% et aux fortes pluies de début de campagne pour 11.7% des cas. En outre, ce secteur souffre d'une faible couverture vaccinale expliquée par la participation insuffisante des agro-éleveurs dans les programmes de vaccination, l'accès limité des agriculteurs aux vaccins de qualité (Dione et al., 2019) et la défaillance des systèmes de prestation de services de santé animale (Dione et al., 2017).

Face à ces enjeux, le secteur de l'élevage malien fait l'objet de plusieurs interventions en vue de renforcer sa résilience et de soutenir sa croissance. De plus, une démarche inclusive regroupant tous les acteurs de la chaîne de valeur et d'autres parties prenantes pour faire face aux défis institutionnels, organisationnels et techniques est envisagée afin de maintenir la performance de ces activités. C'est dans cette logique que s'inscrit le programme Feed the Future Mali Livestock Technology Scaling (FtF-MLTSP) qui vise à réduire les écarts de productivité et à augmenter le volume et la valeur des transactions commerciales du bétail ruminant dans les zones de Mopti, Tombouctou et Sikasso. Pour y parvenir, l'approche « Plateforme d'Innovation (PI) » a été adoptée.

En réalité, les PI constituent de véritables espaces d'interactions entre différents acteurs (locaux, associatifs, institutionnels, privés, etc.) utiles au développement d'une chaîne de valeur. Elles permettent de miser sur l'expertise des personnes ressources et donnent la possibilité aux acteurs concernés d'exprimer leurs opinions et d'influencer les politiques (Misiko et Mundy, 2013). Dans le cadre de ce projet, les PIs mises en place ont pour objectifs de créer un espace favorable à la participation des producteurs (surtout les femmes) à la vaccination du bétail avec un accent particulier sur celle des petits ruminants, de diffuser des paquets technologiques intégrés (santé, aliment bétail, gestion) destinés à plusieurs filières de production, et de faciliter l'accès au marché et aux institutions de micro-crédit.

Ce rapport se propose de présenter les conditions de succès et d'échec de ces PI ainsi que leurs facteurs de durabilité. Ainsi, il part de l'hypothèse selon laquelle les trajectoires des PI ne sont pas linéaires. Plusieurs facteurs influencent leur fonctionnement y compris le niveau de compréhension des fonctions des PIs par ses membres (ONG, éleveurs, leaders, communes, etc.), la configuration de chaque PI (historique, animation, contexte écologique, positionnement des membres par rapport aux différents aspects technologiques etc.) et les mécanismes endogènes propres à chaque plateforme. Articulé autour de quatre parties, ce texte dressera, à partir d'une revue critique de la littérature, le contexte de l'étude avant d'explorer le cadre méthodologique utilisé. Puis, il présentera les résultats issus du rapport général de l'étude afin de dégager des recommandations sur les pistes de durabilité des PI étudiées.

I Les Plateformes d'innovation pour répondre aux besoins des agro-éleveurs

Les approches mises en œuvre pour agir contre les phénomènes affaiblissant les secteurs de l'agriculture et de l'élevage sont nombreuses. Dans les années 1950, le modèle top-down était centré sur le transfert des technologies, en milieu rural et ne privilégiait pas les échanges avec les destinataires ; dans les années 1970, les perspectives des systèmes d'exploitation agricoles visaient à comprendre les contraintes auxquelles sont confrontés les producteurs avant de proposer des solutions ; ce n'est qu'à partir des années 1990, qu'on assistera à des approches beaucoup plus participatives, à l'instar des PI, qui prennent en compte la diversité des acteurs opérant dans ces secteurs et pouvant constituer des obstacles majeurs à l'adoption des méthodes améliorées (Makini et al., 2013).

Aujourd'hui, les partenaires de développement prennent de plus en plus conscience de l'importance des démarches participatives pour contribuer au renforcement de la productivité agro-pastorale. Les PI peuvent être considérées comme des forums de rassemblement de diverses parties prenantes¹, provenant de divers secteurs avec des statuts professionnels différents, qui coopèrent pour identifier des solutions à des problèmes communs ou pour atteindre un objectif commun (Homann-Kee Tui et al., 2013). Dans les précédents travaux, l'impact de ces approches est très souvent étudié dans une perspective évaluative. Ces études indiquent que les PI sont très avantageuses pour créer des espaces propices au dialogue, à la compréhension des besoins et des exigences des membres. Elles permettent aux partenaires d'identifier les obstacles de l'innovation et de dépasser les solutions individuelles au profit de celles collectives. Elles contribuent au développement du capital humain et social des agro-éleveurs pour accroître leur production (Paassen et al., 2014 ; Ravichandran et al., 2020). Par exemple, dans leurs travaux, Teno et Cadhilon (2016) ont montré que les PI mises en place dans le cadre du projet Volta ont eu un effet positif sur l'amélioration des productions végétales et animales dans quatre villages bénéficiaires de la province de Yatenga, Nord Burkina Faso. En effet, elles ont amélioré le capital humain et social des acteurs ciblés en leur permettant d'avoir un réseau de partenaires, des formations techniques sur la production et la commercialisation, et en leur facilitant l'accès aux services de développement agricole. Grâce à une démarche holistique, les membres des PI ont pu identifier les contraintes institutionnelles et les possibilités de changement pour accéder à une meilleure productivité. Ces apports positifs des PI, tellement remarquables, suscitent très souvent un intérêt de généralisation ou de reproduction des expériences, des technologies ou des interventions. Mais, il convient de souligner que les PI malgré leur capacité à faire face aux problèmes de développement ne sont pas disposées à résoudre toutes les contraintes. C'est pourquoi, la mise à échelle de certaines solutions nécessite une évaluation minutieuse du contexte (Hendrickx et al. 2015). De plus, les conflits sociaux et institutionnels, le manque d'accompagnement politique, le manque de financement, l'absence d'incitation claire pour motiver les producteurs sont autant d'éléments qui justifient leurs limites (Homann-Kee Tui et al, 2013).

Au-delà de ces perspectives évaluatives, les réflexions sur les PI sont parfois axées sur les dynamiques de pouvoir et les inégalités de genre. En principe, les PI rassemblent des personnes moins puissantes (comme les agriculteurs) et des acteurs plus influents (comme le gouvernement ou les grands négociants) qui doivent avoir les mêmes chances et possibilités d'exprimer leurs opinions. Mais, en réalité, cette hypothèse est très souvent infirmée par les différences de pouvoir. La diversité des acteurs, occupant des positions plus ou moins distinctes, animés par des intérêts différents à la base conflictuels, nous interpellent clairement sur les relations de pouvoir qui s'expriment de diverses manières, et sont souvent plus complexes. A cet effet, il serait important de mener une étude approfondie du contexte à la fois économique, politique et culturel des zones d'intervention pour saisir au préalable les déséquilibres de pouvoir ou de statut (Cullen et al, 2013).

1. Les parties prenantes peuvent être des agriculteurs, des fournisseurs d'intrants, des manutentionnaires de produits, des institutions financières, des agents de vulgarisation, des institutions de recherche, des décideurs politiques et d'autres acteurs susceptibles d'opérer dans une région

Les inégalités de genre, nous invitent à être plus attentif aux attributs sociaux, renfermant des opportunités basées sur le sexe qui, en réalité, socialement déterminées. Des études ont montré que les femmes dans les milieux dominés par l'agriculture et l'élevage détiennent peu les moyens de production et ne sont pas autorisées à prendre des décisions (Dione et al., 2019). Elles sont marginalisées par les interventions de développement qui utilisent des « concepts verrouillés » occultant leur place dans les systèmes de production (Farnworth et Colverson, 2015). Compte tenu de l'importance de la participation des femmes dans les chaînes de valeur et des contraintes auxquelles elles sont soumises, les PI peuvent être des lieux d'identification des défis sexo-spécifiques et de conception des solutions efficaces et pertinentes (Mulema et al., 2015).

Dans le cadre du programme FTF-MLTSP, les contraintes auxquelles sont soumises les activités agro-pastorales maliennes justifient largement le recours aux PI. En réalité, le secteur de l'élevage est caractérisé par une faible productivité du cheptel en raison des pénuries de ressources alimentaires saisonnières récurrentes, d'une mauvaise qualité du fourrage et d'une charge de morbidité élevée (Dione et al., 2017). La gestion et la prévention des obstacles, en particulier des pathologies infectieuses qui menacent la vie des communautés pastorales passent nécessairement par la communication et l'interaction entre les parties prenantes des chaînes de valeur via une PI afin de déclencher la participation des agro-éleveurs à la vaccination et l'adoption des technologies intégrées qui permettent d'accroître la valeur marchande des bétails ruminants.

2 Cadre méthodologique : outils de collecte et terrains d'étude

Pour atteindre l'objectif général de cette étude, quatre objectifs spécifiques ont été dégagés à savoir : documenter les contextes socio-économiques des PI, étudier leur mode d'organisation et de fonctionnement, évaluer les niveaux d'appropriation selon les priorités des parties prenantes et renseigner les impacts du projet sur le genre. Ainsi, la recherche d'informateurs a été facilitée par la technique d'échantillonnage par choix raisonné afin de diversifier les profils des PI. C'est pourquoi dans chacune des zones d'étude (Sikasso, Koutiala), deux PI - ont été choisies. À Mopti trois PI (une PI témoin, deux aux critères de fonctionnalité et de non-fonctionnalité) ont été sélectionnées. La collecte des données de terrain qui s'est appuyée sur des formes de collecte mixtes (entretiens en ligne ; de face à face et entretiens individuels et de groupes), fut déroulée en trois phases. Tout d'abord, des enquêtes exploratoires (avec huit informateurs clés) faites en ligne avec les membres de l'équipe des chercheurs de l'International Livestock Research Institute (ILRI) et une partie des partenaires, ont permis de faire l'état des lieux des connaissances liées au projet. Ensuite, des enquêtes proprement dites (avec 20 personnes enquêtées), à caractère ethnographique associant observation directe et libre et entretiens individuels approfondis, ont été menées avec plusieurs personnes ressources, de profils différents (Président PI ; membres simples, membres comité pilote etc.) et avec des partenaires du projet (13 profils choisis) comme l'Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD), le Catholic Relief Service (CRS) et l'Association Néerlandais de développement (SNV). Au total, pendant ces deux phases, 41 entretiens semi-directifs ont été réalisés, huit en ligne et 33 en face à face, dont sept focus groupe avec les membres de Comité Pilote (CP) aux profils socio-professionnels variés dans chaque PI.

Enfin, des ateliers participatifs mobilisant les différents acteurs dans les PI ciblées ont permis de renseigner les pistes de durabilité. Les deux ateliers portaient successivement sur la reconstitution des chaînes de valeur ; les défis identifiés ; les solutions et collaborations à envisager pour assurer la pérennité des PI. L'évaluation des impacts a nécessité l'utilisation de la méthode d'analyse comparative qui a permis d'identifier et d'opposer des PI de contrôle et des PI de référence se situant successivement dans la zone d'intervention de ILRI et dans celle de CARE Hanrandé. Trois indicateurs ont rendu possible cette évaluation : la fonctionnalité, les facteurs d'échec/réussite et les indicateurs de suivi. Cependant, quelques contraintes rencontrées durant la réalisation de ces phases d'enquêtes méritent d'être soulignées à savoir : l'indisponibilité de certaines personnes ressources, les difficultés à isoler les répondants, les difficultés liées à l'interprétation des entretiens en langue locale.

Les PI ciblées, dans cette présente étude, mises en place dans trois régions maliennes (Sikasso, Koutiala et Mopti) peuvent être regroupées suivant deux contextes socio-économiques assez marqués. Le premier, propre à Sikasso et Koutiala (Sud et Sud-Est), est marqué par l'homogénéité des activités agricoles pratiquées (culture coton, céréale, riz etc.), et par la ressemblance des acteurs sur le plan économique et social (petits agro-éleveurs) et sur le plan socio-culturel (Sénioufo et Minianka liés par le cousinage à plaisanterie). Par contre au Nord, à Mopti, l'élevage domine les activités économiques, mais les PI étudiées sont composées d'agro-éleveurs aux spécialités très marquées (agriculteurs, éleveurs, etc.). Sur le plan social, les rapports ethniques et culturels sont très complexes et traduisent l'existence d'intérêts divergents entre les acteurs engagés dans des rapports de pouvoirs conflictuels. L'hétérogénéité des contextes impactera le fonctionnement des PIs.

3 Présentation des résultats

3.1 Les plateformes d'innovation : Etat des lieux

Au Mali, la promotion des filières de production agro-pastorales est une condition nécessaire pour développer le secteur de l'élevage dont les potentialités économiques ne sont plus à démontrer. S'inscrivant dans cette perspective, le projet FtF-MLSTP s'est donné pour objectif d'améliorer la productivité en bétail afin d'augmenter les revenus des ménages, d'accroître la sécurité alimentaire et de développer la contribution de ce secteur en termes de Produit Intérieur Brut (PIB). À travers une stratégie d'intervention basée sur la diffusion de paquets technologiques intégrés, le programme a choisi la vaccination comme point d'entrée pour lutter contre la morbidité des ruminants domestiques causée par la peste des petits ruminants (PPR) et la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB). A cela, s'ajoutent d'autres rubriques d'intervention comme la vulgarisation des paquets technologiques intégrés (santé, aliment bétail, gestion) destinés à plusieurs filières de production (vache/veau, mouton, chèvre), la diffusion des essences fourragères (*Bracharia* et *Bourgou*) pour miser sur des ressources alimentaires de qualité, et la facilitation d'accès au marché et aux institutions de micro-crédit.

La stratégie de mise en œuvre de ces technologies est facilitée par l'approche des PI. A travers une démarche holistique multi-acteurs accompagnée, le projet est parti de l'utilisation des structures organisationnelles fonctionnelles capables de servir d'interface entre les parties prenantes pour renforcer la collaboration, mutualiser les efforts, dans un esprit de partage et de capitalisation des informations. Le développement de partenariats entre les parties prenantes, composées d'acteurs directs et indirects² a conféré aux plateformes leur statut collaboratif à partir duquel les acteurs de la chaîne de valeur peuvent identifier et lever les contraintes et saisir les opportunités.

3.2 Fonctionnalité des Plateformes d'innovation

Les résultats de cette recherche ont permis de valider l'hypothèse selon laquelle les PI ne disposent pas d'un modèle de fonctionnement unique car elles interviennent dans des contextes différents, renfermant des réalités complexes, qui à la base impactent les modes de gestion. En d'autres termes, il n'existe pas de trajectoire linéaire des PI, tout dépend des contextes et des logiques endogènes propres, en termes de dynamiques organisationnelles associatives (configuration et fonctionnement interne) et stratégiques (engagement et leadership et la participation active).

Dans les régions de Sikasso et Koutiala (Sud et Sud-Est), l'existence de logiques organisationnelles fortes (les coopératives) explique la dynamique fonctionnelle des PI observées. Ces dernières s'appuient sur l'expérience associative des coopératives pour réussir la gestion des CP et la coordination des activités. Dans ces contextes marqués par une très forte cohésion sociale entre les acteurs (aires culturelles proches, des cadres de référence similaires, des modèles culturels identiques, des professions analogues), la poursuite d'intérêts communs facilite l'appropriation des innovations du projet. D'autant plus que le leadership des personnes qui composent les CP renforce les liens entre les membres. Cette capacité des membres à travailler ensemble renforce leur autonomie à la fois organisationnelle et financière.

2. Les acteurs directs font référence aux bénéficiaires du projet comme les agro-éleveurs, les organisations entrepreneurs ruraux, coopératives, groupements, marchand de bétail etc. Les acteurs indirects sont les partenaires techniques (ONG locales et internationales) ; les services techniques d'élevage etc.

Dans la région de Mopti (au Nord), les dynamiques collectives et organisationnelles des PI sont moins fortes. En effet, l'imbrication et la superposition des logiques à la fois individuelles, économiques et sociales caractérisent les PI. Elles constituent des lieux de coexistence ethnique et de pluriactivité qui rendent difficile la cohésion sociale entre les acteurs, très souvent engagés dans des rapports sociaux distants et conflictuels. A cela s'ajoutent les logiques traditionnelles de prise de décision et de contrôle du pouvoir qui impactent la fonctionnalité des CP. Cette zone fait face à des crises sécuritaires qui rendent quasi-impossible le déroulement des activités. De plus, la difficulté des membres à travailler ensemble et à comprendre les objectifs des PI demeure des freins assez visibles, rendant la collaboration entre les parties prenantes quasi impossible. La défaillance de l'Etat manifeste à travers l'insuffisance du personnel vétérinaire sur les territoires et l'augmentation des risques d'insécurité sont des facteurs qui limitent les capacités des CP à se déplacer ou à organiser des réunions de coordination et de sensibilisation pour les éleveurs.

3.3 Les facteurs de réussite des PI

Quatre facteurs expliquent la fonctionnalité des PI : le leadership des membres, la cohésion sociale des CP, le partage d'intérêts communs et le niveau d'éducation

- *Le leadership des membres* : la capacité des membres du CP et du président en particulier à réussir des activités d'élevage et d'embouches ou de culture fourragère confère à ces derniers une exemplarité et une grande légitimité auprès des membres. Ce leadership peut être incarné par un membre ayant une légitimité sociale ou institutionnelle.
- *La cohésion sociale des CP* : la cohésion sociale est un facteur déterminant de la fonctionnalité des PI. Elle facilite le partage d'intérêts communs entre des acteurs se ressemblant sur le plan ethnique et professionnel.
- *L'identification de centre d'intérêts communs* : le partage d'intérêts communs entre les acteurs est un facteur garantissant la fonctionnalité des PI
- *Le niveau d'éducation* : il peut être un élément déterminant dans le choix du secrétaire administratif des CP. En effet, ce dernier doit disposer des compétences lui permettant de documenter les activités (réunions, achats, ventes) mais aussi des aptitudes linguistiques pour l'appropriation des formations et la communication externe de la PI

3.4 Les facteurs d'échecs des PI

Les PIs sont confrontés à plusieurs défis liés à leur fonctionnement : les effets contextuels liés à l'insécurité et à l'hétérogénéité des acteurs et des activités d'élevage, l'effet projet, le profil des acteurs, les conflits d'intérêts, les insuffisances liées au genre, l'insuffisance des moyens pour assurer un bon suivi de la vaccination et l'absence de leadership

- *L'insécurité* : ne facilite pas le déplacement des acteurs pour animer les activités d'information, de sensibilisation et de coordination dans certaines zones.
- *L'effet projet* : se traduit le manque de logiques d'autonomisation dans la mesure que les acteurs ne se voient pas comme les porteurs des projets mais se concentrent plus sur les avantages et les privilèges à tirer du projet.
- *La facilitation et choix du profil des acteurs sur le terrain* : la facilitation n'a pas permis une collaboration aux contours transparents entre les parties prenantes. De même, le choix des bénéficiaires a occulté la spécificité des contextes, en termes de caractéristiques et de dynamiques sociologiques.

- *Les conflits d'intérêts entre acteurs* : ont conduit à une remise en cause de la légitimité sociale de certains leaders.
- *Les insuffisances liées au genre* : la participation des femmes est réelle mais leur invisibilité révèle les enjeux contextuels et sociaux (répartition des rôles et poids des normes de genre sur les activités agropastorales et insécurité).

3.5 Impacts des PI sur les rapports de genre

Bien, qu'il soit réalisé dans un contexte marqué par de fortes inégalités de genre, le projet a permis aux femmes et aux hommes de s'approprier les innovations proposées par le projet FtF-MLSTP. Cette réalité est observée dans la composition des CP où, en dépit de leur faible représentativité, les femmes sont considérées comme des membres de confiance et engagés : elles sont parfois élues en tant que trésorières ou présidentes de coopératives et mobilisées dans les comités de contrôle ou de suivis. Notons, par ailleurs, que l'appropriation des innovations du projet était inégale et basée sur le genre. Si les hommes sont plus impliqués dans la vaccination, la production et la commercialisation, les femmes se sont appropriées de la composante « alimentation bétail », ce qui n'est d'ailleurs qu'un prolongement des rôles traditionnels liés à la préparation de la nourriture. La formation et l'introduction des broyeuses constituent des innovations qui ont permis à ces dernières d'améliorer leurs conditions de travail (gain de temps, plus grande production, tâches moins pénibles) en augmentant leurs revenus. Grâce à ces revenus, plus souvent réinvestis dans l'économie domestique (scolarité, santé des enfants, les femmes ont acquis plus d'autonomie économique et ont consolidé leur position dans leur ménage).

Ainsi, nous pouvons constater que le projet a certes permis aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie en leur permettant d'être formées et de mieux se positionner dans les activités d'élevage et d'acquérir plus de revenus mais il n'a pas changé pour autant leurs conditions sociales imputables à l'organisation des sociétés étudiées (faible représentativité dans les instances de décision, non accès aux marchés, division sociale du travail etc.).

3.6 Les défis des PI : apport des ateliers participatifs

Les ateliers participatifs tenus avec différents acteurs de la chaîne de valeur dans le cadre de cette étude ont permis d'identifier des défis susceptibles d'entraver la pérennité des PI. Ces défis se manifestent différemment en fonction des réalités contextuelles des zones d'intervention. Ils touchent trois thématiques : la vaccination, le financement et le fonctionnement/gouvernance.

3.6.1 La vaccination

A Sikasso et Koutiala, la vaccination du cheptel fait partie des innovations les plus appréciées et peut-on même affirmer qu'elle marche bien grâce au rôle joué par les PI. Mais quelques défis évoqués par les participants méritent d'être soulevés pour mieux garantir l'expansion de la couverture vaccinale dans ces zones et assurer une meilleure santé animale : il s'agit du fonctionnement (absence de réunions, manque de coordination des activités de la vaccination), de l'insuffisance des ressources financières pour assurer la planification des campagnes de vaccination et des ruptures de vaccins. A Mopti, l'insécurité limite la mobilité des agro-éleveurs et des femmes en particulier qui se voient obligées de se déplacer en compagnie de leur mari. De plus, les défis majeurs qui se posent aux PI

de Mopti sont liés au manque de participation des mandataires, en l'absence de suivi du mandat vétérinaire, et à la déficience de moyens techniques et financiers pour dérouler les activités liées à la vaccination sans compter les conflits interpersonnels entre certains dirigeants au sein des plateformes.

3.6.2 Le financement

La mise en œuvre des innovations dans les PI demande très souvent un budget important. A Sikasso et Koutiala, bien qu'on note des logiques d'autonomisation financières (provenant des ventes de semences et des blocs, des ristournes de la vaccination, du crédit revolving et des cotisations des membres), les parties prenantes ont fait remarquer des défis liés au financement. Sur ce point, deux, voire trois positions ont été partagées par les participants. Pour certains, l'augmentation de la production passe nécessairement par l'accès aux prêts bancaires. Par conséquent, les problèmes liés aux manques de structuration des PI, au manque de garanties, face aux taux élevés de remboursement sont à dépasser. Pour d'autres, l'autofinancement doit être une condition préalable pour accéder au crédit bancaire, ce qui interpelle sur la nécessité de trouver des solutions pour faire face aux défis liés aux cotisations des membres. Au Nord, les PI sont confrontées quasiment aux mêmes défis, mais le manque de cohésion sociale, de confiance entre les membres au sein des PI et de crédibilité auprès des Instituts de Microfinance (IMF) sont des éléments qui viennent exacerber les problèmes d'autofinancement et de financement.

3.6.3 Fonctionnement/gouvernance

Pour continuer à renforcer des dynamiques professionnelles dans les chaînes de valeurs d'élevage, les PI de Sikasso et Koutiala doivent faire face aux défis majeurs liés à la mobilisation de ressources humaines disposées à travailler ensemble et à la mise en place d'un cadre de référence pour une meilleure gestion des PI (définition des règles de gestion, mise en place d'un système de partage d'informations pour garantir la transparence etc.). A Mopti, le mauvais choix des ressources humaines et le manque de relation entre les parties prenantes d'une chaîne de valeur (IMF administration, PI, vétérinaire etc.) apparaissent comme les difficultés majeures qui remettent en cause le fonctionnement des PI.

Conclusion

Face aux aléas qui limitent la production dans la filière bétail, les PI s'avèrent être des stratégies pour regrouper les acteurs de la chaîne de valeur afin d'identifier les défis et les opportunités à travers une démarche synergique. L'étude des facteurs de réussite et d'échecs des plateformes ainsi que des conditions de durabilité a été édifiante. A travers l'utilisation des outils purement qualitatifs, les PI mises en place dans le cadre du projet FtF-MLSTP à Koutiala, Sikasso, Mopti, ont été diagnostiquées. Cela a permis de décrire leurs différents modes de fonctionnement, leurs conditions de réussite et d'échecs, ainsi que les défis à relever dans ces espaces de collaboration.

A partir des modes opératoires des PI étudiées, nous pouvons constater l'importance des dynamiques collectives et organisationnelles mais aussi des enjeux contextuels dans la fonctionnalité des Pls. En effet, la participation des membres, leur capacité à travailler ensemble, la bonne gouvernance des PI (cohésion, leadership, réunions, outil de gestion), le financement, le partage d'intérêts communs sont des conditions nécessaires pour une bonne marche des Pls. Par contre, certains facteurs comme l'insécurité, les conflits d'intérêts, les inégalités de genre, le mauvais choix des ressources humaines, le manque de moyen pour coordonner les activités d'information etc. peuvent ralentir leur fonctionnement. De même, notons que les collaborations (coopératives, ONG, IMF, administration) demeurent importantes car elles permettent aux acteurs de pouvoir accéder aux ressources proposées par les partenaires, aux financements des IMF et au marché.

Bien vrai que les plateformes ont favorisé le renforcement des dynamiques organisationnelles et des parcours individuels, le développement des capacités des parties prenantes (producteurs, ONGs, agents vétérinaires, etc..) et l'amélioration des activités agropastorales, il n'en demeure pas moins que dans certaines zones (à Mopti) elles sont peu performantes à cause de nombreux défis (insécurité, rapports sociaux conflictuels, les rapports de pouvoir etc.). De plus, l'étude a montré que les plateformes ont permis aux femmes de mieux se positionner dans les activités d'élevage en leur permettant de participer et de prendre des postes de responsabilité au sein des instances de décision des CP. Toutefois, les inégalités de genre persistent et méritent d'être mieux prises en charge en leur sein.

4 Recommandations sur des options de durabilité

Compte tenu des défis mentionnés plus haut, nous pouvons affirmer que la pérennité des PI repose sur quatre options de durabilité prioritaires : le maintien de la vaccination comme intervention majeure, le financement durable des activités, la bonne gouvernance et le bon fonctionnement des PI, l'intégration de relations de genre plus équitables.

Quatre options de durabilité des PI

1. **une meilleure coordination de la santé animale entre les parties prenantes** : la vaccination des ruminants, qui a servi de point d'entrée à ce projet, a suscité beaucoup d'intérêt auprès des agro-éleveurs dans les PI. Il serait primordial de préserver donc cette stratégie d'intervention visant à améliorer la santé du bétail pour une meilleure productivité. De même, pour assurer une meilleure coordination des activités de vaccination, des moyens de financement des campagnes vaccinales doivent être mobilisés. Cependant, la recherche de partenariats solides, des ONG et des organisations à même d'accompagner l'introduction de la vaccination à moindre coût ; le renforcement des capacités des services vétérinaires ; l'implication de toutes les parties prenantes notamment les vétérinaires privés et les autorités locales, les fournisseurs de service, sont des pistes à explorer pour permettre une adhésion massive des agro-éleveurs aux programmes de vaccination mais aussi pour garantir le succès des PI.
2. **Renforcer les mécanismes d'(auto)financement des PI** : Lors des ateliers participatifs quelques pistes ont été signalées : l'autofinancement par la généralisation des caisses de PI (cotisation mensuelle ou trimestrielle et réservation d'un coté part au prix de la vaccination) et les prêts bancaires à travers une collaboration avec les structures habilitées (IMF, partenaires commerciaux etc.). De même, le développement de l'inter-plateforme est une bonne pratique à mettre à l'échelle pour renforcer les mécanismes d'apprentissage et d'autofinancement. Il convient de noter que les PI jouent un rôle décisif dans la mobilisation des ressources financières et d'investissement. Elles ont un cadre de plaidoyer de haut niveau pour attirer les partenaires et les donateurs, vu l'importance de l'élevage pour renforcer les dynamiques d'autonomisation organisationnelle et individuelles ainsi que la sécurité alimentaire.
3. **La gouvernance/fonctionnement des PI** : Pour maintenir les dynamiques en cours, la gouvernance des PI comporte un enjeu majeur de viabilité de celles-ci. Un système de facilitation des rencontres multi-acteurs dans les zones marquées par l'insécurité permettra de mobiliser les acteurs clés (Mandataires, producteurs, IMF, administrations, etc.) pour promouvoir le dialogue et une meilleure compréhension des PI. Il serait nécessaire d'appréhender avec les parties prenantes le choix des leaders/facilitateurs des PI avec des qualités reconnues : savoir développer la coopération et les partenariats, savoir gérer efficacement les relations, avoir des compétences en matière d'animation du groupe, être capable de gérer des conflits etc. (Swaans et al. ; 2013).

4. **Une meilleure contextualisation des relations de genre** : comme l'ont démontré les études, les femmes occupent une place importante dans l'élevage des petits ruminants. C'est pourquoi leur participation aux activités des plateformes (vaccination, alimentation, commercialisation) demeure plus que nécessaire. Il serait important d'avoir une bonne compréhension de la dynamique de genre au sein des localités ciblées, c'est-à-dire de comprendre les normes sociales, culturelles et institutionnelles qui façonnent les relations sociales. De plus, certaines méthodes doivent être adoptées pour mieux saisir les voix des femmes et contourner les barrières culturelles qui leur empêchent de s'exprimer.

Références bibliographiques

- Afari-Sefa, V. et al. 2012. *Vegetable breeding in Africa: constraints, complexity and contributions toward achieving food and nutritional security*, 13P
- APESS. 2014. *Éléments de bilan du soutien public à l'élevage au Mali depuis Maputo*. Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane, 12p.
- Ballantyne, P. 2017. *Obtenir de multiples avantages en ayant recours aux solutions basées sur l'élevage, Compte rendu de la 7ème réunion du Partenariat multipartite du Programme mondial pour un élevage durable*, Addis-Abeba, 34P
- Banque, M. 2016. *Note sur le programme de productivité en Afrique de l'Ouest, disponible en ligne depuis le 10 février 2016*
- Cullen, B., Tucker, J. and Homann-Kee Tui, S. 2013. *Power dynamic and representation in innovation plateformes, Innovation platforms practice brief 4*. Nairobi, Kenya: ILRI, 4P
- Dione, M., Traore I., Wieland, B., et. Fall A. 2017. *Participatory assessment of animal health service delivery systems in Mali : Constraints and Opportunities*. ILRI (2017). <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/83019>.
- Dione, M. et al. 2019. *Integrated approach to facilitate stakeholder participation in the control of endemic diseases of livestock: The case of peste des petits ruminants in Mali*, 12P
- Duncan, A. et al. 2013. *Impact of innovation plateformes, Innovation plateformes practice brief 12*. Nairobi, Kenya: ILRI. 4P
- ENSAN MALI. 2016. *Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, version définitive, disponible en ligne depuis*. Septembre 2016, 66P
- Farnworth, C.R. and Colverson, K.K. 2015. *Building a gender-transformative extension and advisory facilitation system in sub-Saharan Africa. Journal of Gender, Agriculture and Food Security* 1(1):20–39
- Hendrickx, S. et al. 2015. *Scaling and innovation plateformes, Innovation plateformes practice brief 13*. Nairobi, Kenya: ILRI. 4P
- Hinnou, L.C. 2019, *Faciliter les plateformes d'innovation dans les chaines de valeurs agricoles pour plus de durabilité, Fiche technique*.
- Homann-Kee, T. et al. 2013. *What are innovation plateformes, Innovation plateformes practice brief 1*. Nairobi, Kenya: ILRI. 6P
- Kassambara, H., Dione, M., Traore, I., Sow, A. et Fall, A. 2021. *Recueil de paquets technologiques intégrés du bétail ruminant domestique au Mali*. ILRI Manual 42. Nairobi, Kenya: ILRI.
- Koutou, M. et al. 2016. *Facteurs d'adoption des innovations d'intégration agriculture-élevage: cas du Mucuna pruriens en zone cotonnière ouest du Burkina Faso*. pp 424–439.
- Makini, F.W. et al. 2013. *Operational field guide for developing and managing local agricultural innovation plateformes*, 58P
- Misiko, M. et Mundy, P. 2013. *Innovation plateformes to support natural resource management, Innovation plateformes practice brief 11*. Nairobi, Kenya: ILRI, 4P
- Mulema, A.A. et al. 2015, *Addressing gender dynamics in innovation plateformes, Innovation plateformes practice brief 14*. Nairobi, Kenya: ILRI, 4P.
- Paaseen, A.V. 2014. *Agricultural innovation plateformes in West Africa. How does strategic institutional entrepreneurship unfold in different value chain contexts?* pp 193–200
- Ravichandran, T., et al. 2020. *Stimulating smallholder dairy market and livestock feed improvements through local innovation plateformes in the Himalayan foothills of India*. 13P
- Sadio, Y. A. 2018. *Etude des facteurs affectant la vaccination des ruminants domestiques dans les régions de Sikasso et Mopti, Mali*. MSc thesis in Animal Production and Sustainable Development (Animal Production Engineering). Cheikh Anta Diop University, Dakar, Senegal. Available at: <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/97909>.

-
- Swaans, K. et al. 2013. *Dealing with critical challenges in African innovation platforms: lessons for facilitation*. pp 116–135.
- Teno, G. and Cadilhon, J.J. 2016. Innovation platforms as a tool for improving agricultural production: the case of Yatenga province, northern Burkina Faso. *Field Actions Science Reports* 9. <http://journals.openedition.org/factsreports/4239>.
- Tondel, F. 2019. *Dynamiques régionales des filières d'élevage en Afrique de l'Ouest: Etude de cas centrée sur la côte d'ivoire dans le bassin commercial central*. Document de réflexion No. 24, 44P.